

La conjoncture économique et sociale dans la région Grand Est et ses territoires vue par les socio-professionnels du CESER

TABLEAU DE BORD N°21 - 21 NOVEMBRE 2023

« Après l’embellie, un resserrement de l’économie »

Dans un environnement économique tendu par une inflation toujours élevée, le ralentissement de l’activité se fait sentir et le nombre de faillites s’accroît. Bien que le taux de remboursement des Prêts Garantis par l’Etat se situe autour des 40%, l’inquiétude se fait jour au niveau des TPE qui éprouvent de réelles difficultés à rembourser dans les temps.

Pour autant, d’une manière globale l’économie résiste et les entreprises continuent à se développer, le pays enregistrerait une croissance estimée à 0,9% pour 2023. On observe cependant une baisse de la consommation, sans doute en lien avec l’inflation, notamment alimentaire (17,9% depuis janvier 2022).

Hausse des défaillances d’entreprises

Le niveau des défaillances d’entreprises avait atteint en 2021 son plus bas niveau historique. Depuis début 2022, on assiste à une forte recrudescence des redressements et des liquidations judiciaires, et notamment ces 3 derniers trimestres où les chiffres enregistrés sont similaires à ce qu’ils étaient avant la crise (environ 1000 défaillances par trimestre).

La construction de logements continue de plonger

On assiste à un sévère repli de la construction résidentielle depuis fin 2022 (-15%), et on comptabilise ces 12 derniers mois plus que 22 100 constructions (contre 26 900 entre Juillet 2021 et Juillet 2022). La tendance des autorisations est encore plus baissière (-34%).

ceser@grandest.fr

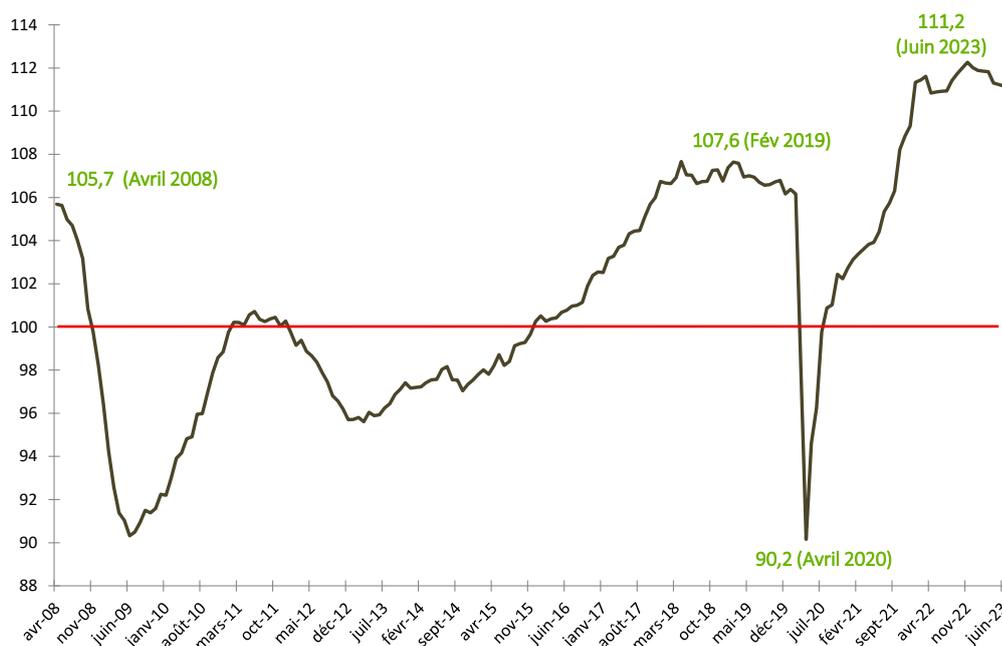
Légère baisse des demandeurs d’emploi

Depuis le pic du 2^{ème} trimestre 2020, l’effectif baisse invariablement, même si le recul est moins marqué en 2023 avec « seulement » 4 000 demandeurs d’emploi de moins. Avec 410 110 personnes, il s’agit tout de même du plus « petit » effectif depuis 10 ans. Si la baisse du nombre de demandeurs de plus de 50 ans se poursuit, on enregistre désormais une augmentation chez les jeunes. L’ancienneté moyenne d’inscription à Pôle Emploi en région recule de 31 jours sur un an, se situant désormais à 643 jours, soit près d’un an et 9 mois.

L’emploi progresse en France, ce qui n’est plus le cas dans le Grand Est

Le marché du travail a connu une reprise très soutenue dès 2021, lui permettant de retrouver rapidement son niveau d’avant-crise Covid-19, en région comme en France. On compte en France 240 000 emplois de plus sur une année, soit une progression de 1,2% (contre 3,2% les 4 trimestres précédents). La progression annuelle est bien plus ténue dans le Grand Est, avec seulement +0,3% (+1,3% l’exercice précédent), et à mettre au crédit de l’apprentissage, désormais comptabilisé dans ces chiffres.

Indicateur de conjoncture synthétique du CESER Grand Est



L'indicateur de conjoncture synthétique calculé par le CESER se base sur trois indicateurs : niveau des exportations, emploi intérimaire et évolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Ces données sont compilées dans un indicateur composite, dont l'écart à la moyenne est mesuré et représenté dans le graphique ci-dessus.

www.ceser-grandest.fr

@cesergrandest

SOMMAIRE

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- 1 - COMMERCE EXTERIEUR
- 2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE
- 3 - UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE
- 4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES
- 5 - NUITEES EN HÔTELLERIE
- 6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE
- 7 - CONSTRUCTION NON-RÉSIDENTIELLE (LOCAUX)
- 8 - CREATIONS D'ENTREPRISES
- 9 - DEFAILLANCES D'ENTREPRISES

2. EMPLOI

- 10 - EMPLOI SALARIE DU SECTEUR PRIVE
- 11 - EMPLOI SALARIE PRIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITE
- 12 - TRAVAIL INTERIMAIRE

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

- 13 - TAUX DE CHÔMAGE
- 14 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C)
- 15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS
- 16 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS
- 17 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN
- 18 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI
- 19 - REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

- 20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER
- 21 - FRONTALIERS DE LA REGION GRAND EST

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Sur un an :

73,66 milliards d'euros
d'exportations

22 100
constructions de logements neufs

63 620
créations d'entreprises

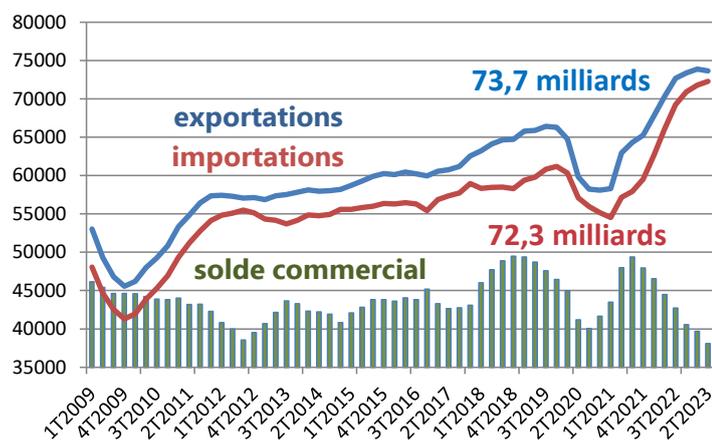
71,5 %

taux d'utilisation des capacités de production (Septembre 2023)

1 - COMMERCE EXTÉRIEUR (HORS ENERGIE) - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN EUROS COURANTS

La balance commerciale s'amenuise. La forte croissance du montant de l'import-export depuis 2021 semble faiblir ces derniers mois, mais il continue d'atteindre des records, dopé par l'inflation. En effet, on enregistre sur un an 73,7 milliards d'euros d'exportations, 7,3 milliards de plus que le record d'avant Covid. Cependant, depuis début 2022, les importations progressent plus rapidement que les exportations (9,3% vs 4,7% sur un an), réduisant le solde commercial régional annuel à 1,4 milliards, soit 5 milliards de moins qu'en 2021. L'Allemagne est le premier pays pour les exportations (18,6 mds d'€), loin devant l'Italie (6), les Etats-Unis (5,3), la Belgique (5,2) et l'Espagne (4,9). Concernant les importations, l'Allemagne reste également le premier partenaire (19,5 mds). Suivent la Chine (4,8 mds), la Belgique (4,8) et l'Italie (4,7). Au niveau national, sur un an, les évolutions des échanges demeurent plus intenses que dans le Grand Est : l'import progresse de 13,3% et l'export de 13%, creusant davantage le déficit commercial français.



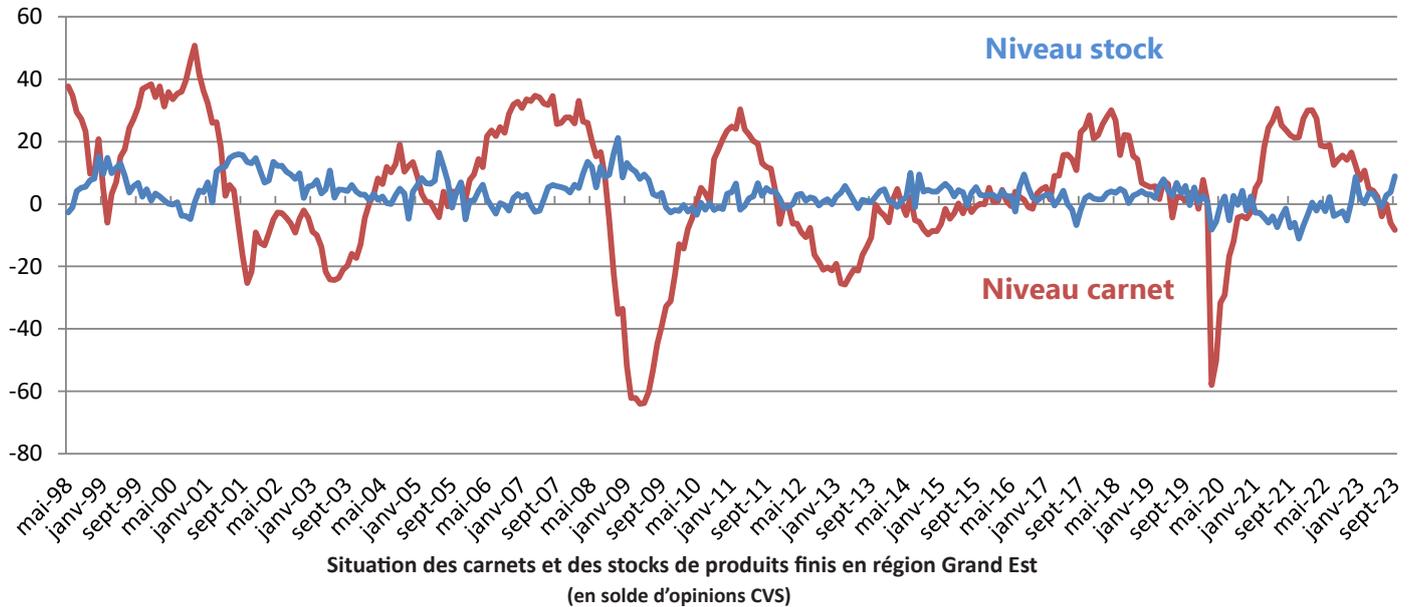
Exportations, importations et solde commercial
de la région Grand Est
En moyenne sur 4 trimestres glissants, en millions d'euros courants

	Evolution des exportations sur un an	Exportations sur un an, en millions d'€
Ardennes	8,5%	2 625
Aube	-2,3%	1 873
Bas-Rhin	5,3%	24 184
Haute-Marne	20,6%	1 420
Haut-Rhin	5,1%	14 269
Marne	11,6%	9 047
Meurthe-et-Moselle	-2,4%	3 058
Meuse	-0,2%	1 656
Moselle	-0,1%	12 660
Vosges	6,0%	2 867
Grand Est	4,7%	73 659
France	13,0%	615 200

2 - CARNETS DE COMMANDES ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE - SEPTEMBRE 2023

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

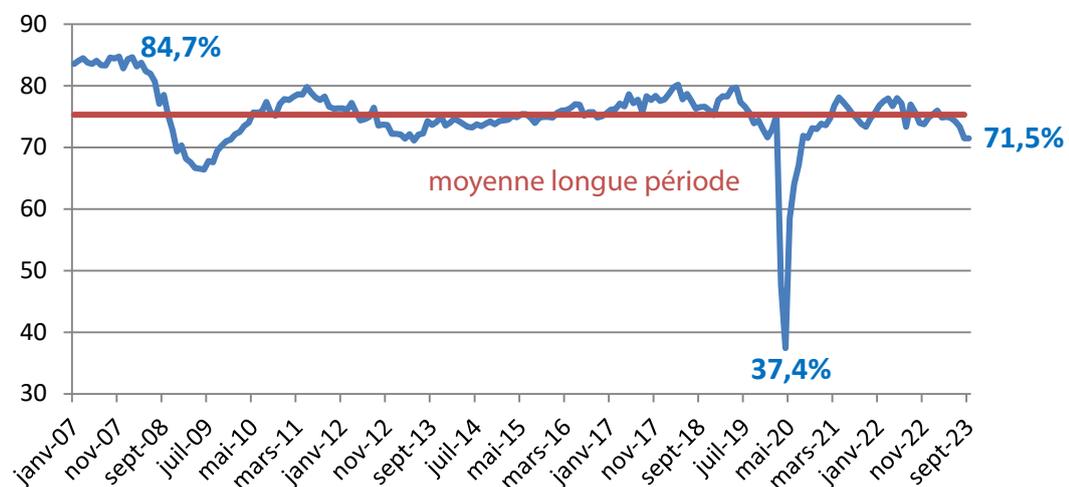
Les carnets de commande au plus bas depuis 3 ans, les stocks restent élevés. Le niveau des carnets de commande s'érode fortement depuis un an et demi, ces derniers étant désormais jugés insuffisants (exception faite du secteur automobile). Cette contraction de la demande entraîne mécaniquement la reconstitution des stocks, qui étaient plutôt bas depuis la crise Covid-19, lié à l'envolée de la demande, à la hausse des prix des intrants, aux difficultés de recrutement, ... Ce décalage entre offre et demande a notamment entraîné un gonflement des prix sur les marchés. Cependant, ces derniers mois, l'inflexion du coût des intrants se repercute sensiblement sur les prix de vente. Au niveau national, 17% des entreprises déclarent encore avoir des difficultés d'approvisionnement, contre 64% en avril 2022.



3 - UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE - SEPTEMBRE 2023

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

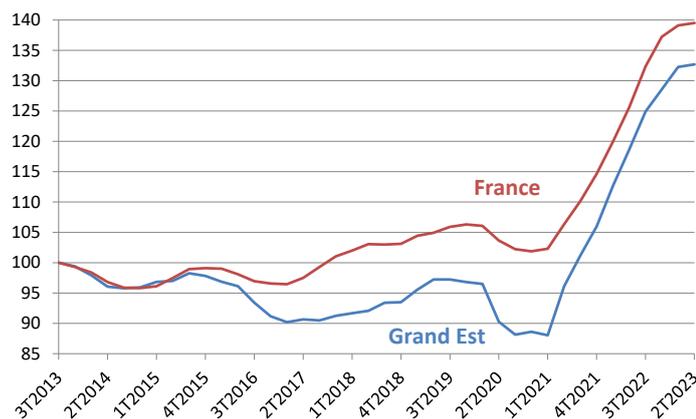
La production industrielle recule depuis un an. Alors qu'il avait retrouvé son niveau d'avant-crise début 2021, le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie fluctuait autour de la moyenne longue période. Ce n'est plus le cas depuis quelques mois, et il affiche désormais son plus bas niveau depuis 2020, malgré l'atténuation des contraintes d'approvisionnement et la baisse du prix des matières premières. La diminution du taux d'utilisation des capacités de production est principalement liée à la baisse de la demande, notamment dans l'agro-alimentaire, la métallurgie et l'industrie chimique. Les difficultés de recrutements sont sensiblement moins prégnantes, tout en concernant encore 5 entreprises industrielles sur 10 (6 sur 10 il y a un an) au niveau national.



4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES EN EUROS COURANTS

Une balance commerciale positive de 7,3 milliards d'€ dans le Grand Est. Malgré une baisse de 8% des exports régionaux en 2020, le secteur a été moins impacté que les autres par la crise Covid. De plus, on observe depuis début 2021 une augmentation significative des montants exportés, passant d'en moyenne 9 milliards d'euros par an avant la crise à plus de 12,5 milliards ces derniers trimestres. La tendance régionale est la même qu'au niveau national (+11,8% et +11,1% sur un an). Les montants importés sont également en augmentation, mais pas autant que ceux exportés. De fait, le solde commercial est en croissance depuis 2021. Si les exportations aubois reculent légèrement, les vosgiennes et les haut-rhinoises stagnent. Les 7 autres départements présentent des progressions s'échelonnant de 12 à 21%. Les exportations agricoles et agro-alimentaires marnaises pèsent 43% du total régional. Enfin, rappelons que dans un contexte inflationniste, le prix des matières agricoles entraîne une augmentation des prix dans l'ensemble des chaînes de valeur.



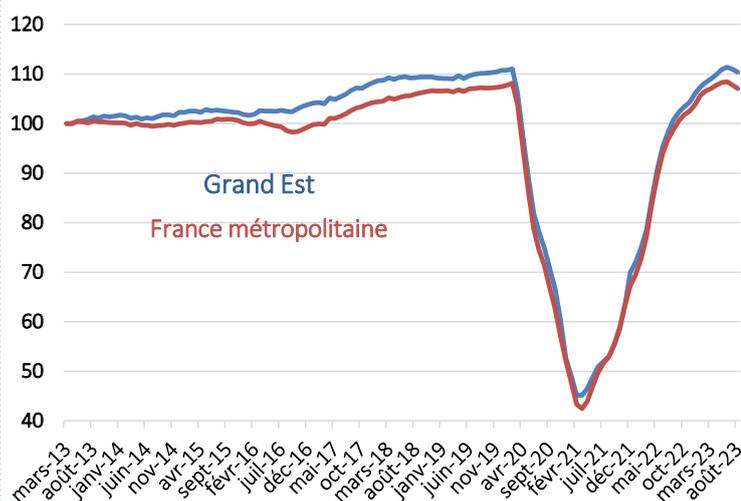
Exportations agricoles et des industries agroalimentaires
En moyenne sur 4 trimestres (indice base 100 au 3^{ème} trimestre 2013)

	Evolution des exportations sur un an	Répartition des exportations sur un an, en millions d'euros
Ardennes	14,6%	557
Aube	-1,8%	590
Bas-Rhin	13,6%	2 453
Haute-Marne	21,0%	190
Haut-Rhin	0,5%	922
Marne	14,2%	5 416
Meurthe-et-Moselle	19,7%	473
Meuse	12,0%	430
Moselle	12,3%	1 191
Vosges	3,1%	336
Grand Est	11,8%	12 558
France	11,1%	84 846

5 - NUITÉES EN HÔTELLERIE - AOÛT 2023

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Niveau d'avant-crise atteint. Le secteur du tourisme a été l'un des plus impactés par la crise Covid-19, générant un effondrement du nombre de nuitées en région comme en France. La fréquentation touristique a retrouvé du tonus dès l'été 2021 dans le Grand Est, dans un premier temps grâce à la clientèle résidente, puis ensuite à la clientèle étrangère. Mais c'est seulement maintenant qu'elle retrouve son niveau de 2019, avec en moyenne 1,2 millions de nuitées mensuelles. Sur un an, l'hôtellerie progresse partout (hormis en Haute-Marne et dans les Vosges), et surtout dans le Bas-Rhin (+15,7%) et le Haut-Rhin (+12,9%), où le retour des touristes s'est fait un peu plus tard qu'ailleurs. Le Grand Est présente la hausse de la fréquentation hôtelière la plus élevée des régions françaises, tirée notamment par la clientèle allemande et britannique. Enfin, la fréquentation des campings régionaux entre avril et août a progressé de 12% en 2023 par rapport à 2022.



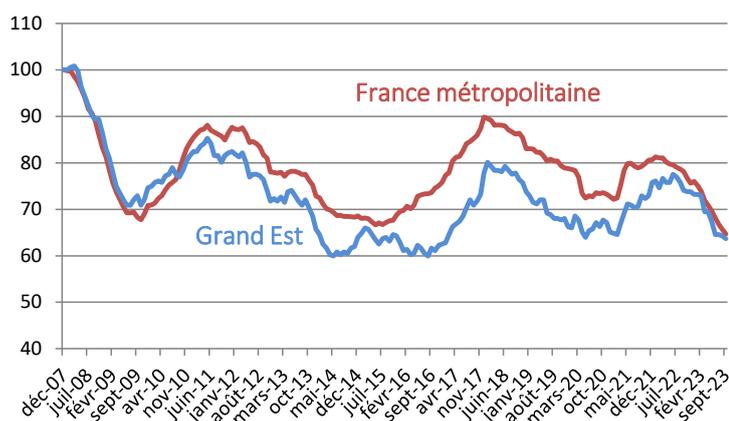
Evolution du nombre de nuitées en hôtellerie
En moyenne sur 12 mois, indice base 100 en avril 2013

	Evolution des nuitées sur un an	Nombre de nuitées mensuelles moyen sur un an, en milliers
Ardennes	0,8%	20
Aube	8,6%	66
Marne	4,9%	144
Haute-Marne	-2,2%	26
Meurthe-et-Moselle	5,0%	89
Meuse	2,5%	17
Moselle	8,5%	147
Bas-Rhin	15,7%	366
Haut-Rhin	12,9%	252
Vosges	-1,2%	72
Grand Est	9,6%	1 199
France métropolitaine	8,5%	17 833

6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE - SEPTEMBRE 2023

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ET INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

La construction de logements continue de plonger. Après un creux de 2018 à 2021, on notait un retour à un bon niveau de la construction résidentielle, avec un maximum de 26 900 constructions entre Juillet 2021 et Juillet 2022. Cependant, on assiste à un sévère repli depuis fin 2022, et on ne comptabilise plus, ces 12 derniers mois, que 22 100 constructions (-15%). A l'échelle nationale, la dynamique est similaire (16% et 304 300 nouveaux logements). La tendance des autorisations est encore plus baissière (-34%). A l'exception du Haut-Rhin et de la Meurthe-et-Moselle, tous les départements présentent un recul de la construction résidentielle, jusqu'à un tiers dans les Ardennes, les Vosges et en Haute-Marne. Au niveau régional, si les mises en chantiers de maisons individuelles résistaient encore début 2023, elles sont désormais en recul, comme le collectif et l'individuel groupé.



Evolution du nombre de constructions de logements en région Grand Est et en France métropolitaine, indice 100 décembre 2007
En moyenne sur 12 mois glissants, source INSEE

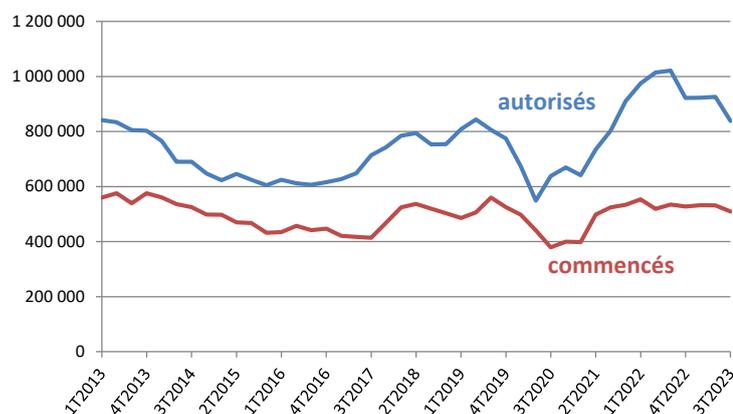
	Evolution du nombre de construction autorisées sur un an	Evolution du nombre de constructions commencées sur un an
Ardennes	-33%	-34%
Aube	-27%	-1%
Bas-Rhin	-12%	-27%
Haute-Marne	-1%	-31%
Haut-Rhin	-47%	7%
Marne	-19%	-5%
Meurthe-et-Moselle	-56%	0%
Meuse	-24%	-13%
Moselle	-37%	-21%
Vosges	-27%	-34%
Grand Est	-34%	-15%
France métropolitaine	-27%	-16%

Source : Ministère de la Transition écologique et solidaire

7 - CONSTRUCTION NON RÉSIDENTIELLE - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2023

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Les autorisations faiblissent, les constructions se maintiennent. Les autorisations de constructions non résidentielles demeurent sur un an à haut niveau avec 3,4 millions de m² dans le Grand Est, mais reculent sur un an de 18% (contre 3% au niveau national). Dans le même temps, les ouvertures de chantier de locaux suivent difficilement (2 millions de m², -5% sur l'année), mais elles ne décrochent pas autant que la construction résidentielle. En France métropolitaine, les mises en chantier baissent fortement (-17%) et avoisinent les 22 millions de m². Au niveau départemental, deux départements affichent une progression de la construction non résidentielle : la Marne (+4%) et surtout le Bas-Rhin (+38%), qui pèse à lui seul un tiers des surfaces de locaux mises en chantier dans le Grand Est. A contrario, d'importants reculs sont enregistrés dans l'Aube (-45%), les Vosges (-38%) ou la Meuse (-33%).



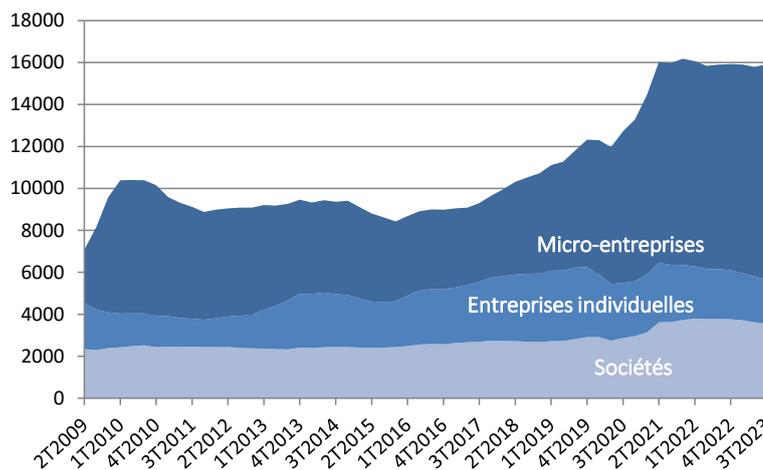
Construction de locaux en région Grand Est (en m²)
En moyenne sur 4 trimestres glissants

	Evolution des constructions autorisées sur un an	Evolution des constructions commencées sur un an
Ardennes	-46%	-10%
Aube	1%	-45%
Bas-Rhin	-21%	38%
Haute-Marne	-48%	-1%
Haut-Rhin	-31%	-26%
Marne	18%	4%
Meurthe-et-Moselle	-14%	-18%
Meuse	-41%	-33%
Moselle	-6%	-3%
Vosges	-50%	-38%
Grand Est	-18%	-5%
France métropolitaine	-3%	-17%

8 - CRÉATIONS D'ENTREPRISES - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2023

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Les créations d'entreprises toujours à haut niveau grâce aux micro-entrepreneurs. Le nombre de créations d'entreprises a explosé à partir du 3^{ème} trimestre 2020 : on compte depuis en région 15 000 à 16 000 créations chaque trimestre, contre environ 10 000 à 12 000 avant 2020. Le record de 2021, avec 64 700 nouvelles immatriculations, est encore proche, puisqu'on en compte 63 620 ces 12 derniers mois (+1,1% sur un an, quand le national progresse de 2,9%). Cependant, on constate des disparités au sein du Grand Est : seuls 5 départements, dont 3 lorrains affichent une progression des créations d'entreprises (10,7% en Meuse, 9,4% en Moselle). 5 sont à la baisse, dont 3 champenois (-10% dans la Marne, -4,6% en Haute-Marne). Ce sont à nouveau les micro-entreprises qui portent les créations d'entreprises, avec +5,2% sur un an, les sociétés et les entreprises individuelles étant à la baisse de respectivement 2,9% et 10%. Le repli des nouvelles immatriculations est significatif dans la construction, les autres secteurs étant stable ou en sensible hausse.



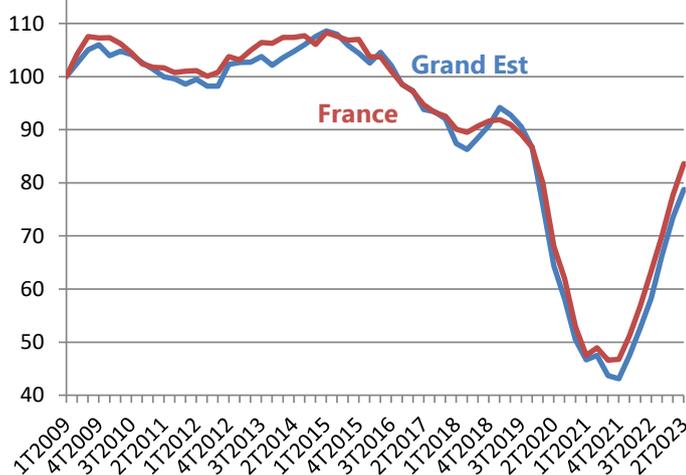
Créations d'entreprises dans la région Grand Est
En moyenne sur 4 trimestres glissants, par type d'entreprise

	Evolution sur un an	Nombre de créations sur un an
Ardennes	3,9%	2 516
Aube	-1,3%	3 505
Bas-Rhin	-2,5%	15 381
Haute-Marne	-4,6%	1 435
Haut-Rhin	3,5%	8 745
Marne	-10,0%	6 904
Meurthe-et-Moselle	6,6%	8 275
Meuse	10,7%	1 588
Moselle	9,4%	11 618
Vosges	-1,7%	3 653
Grand Est	1,1%	63 620
France	2,9%	1 067 865

9 - DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, PAR DATE DE JUGEMENT D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Les défaillances d'entreprises quasiment à leur niveau d'avant-crise. Favorisé par le report des traitements des dossiers de liquidation judiciaire et les mesures de soutien liés à la crise Covid-19, le niveau des défaillances d'entreprises avait atteint en 2021 son plus bas niveau historique. Depuis début 2022, on assiste à une forte recrudescence des redressements et des liquidations judiciaires, et notamment ces 3 derniers trimestres où les chiffres enregistrés sont similaires à ce qu'ils étaient avant la crise (environ 1000 défaillances par trimestre). Les causes sont diverses : fin des mesures de soutien public, crise énergétique, croissance des coûts de production, allongement des délais de paiements... A l'exception de la Meuse, tous les départements enregistrent sur un an une progression des défaillances, de +38% à +73%. Tous les secteurs d'activités sont touchés, hormis le transport-entreposage et les activités immobilières. Avec +47% de défaillances sur un an, la France enregistre une hausse proche de celle du Grand Est (+49,2%).



Défaillances d'entreprises en région Grand Est et en France
En moyenne sur 4 trimestres, glissants, base 100 au 4^{ème} trimestre 2008

	Evolution du nombre de défaillances sur un an	Nombre de défaillances sur un an
Ardennes	43,5%	155
Aube	42,1%	233
Bas-Rhin	62,4%	794
Haute-Marne	73,2%	97
Haut-Rhin	38,5%	500
Marne	63,5%	412
Meurthe-et-Moselle	38,4%	440
Meuse	-14,0%	86
Moselle	60,8%	598
Vosges	48,1%	240
Grand Est	49,2%	3 555
France	47,0%	49 324

2. EMPLOI

2 570 pertes d'emplois salariés sur un an

1 464 728 emplois salariés dans le secteur marchand,
dont :

788 277 dans les services

299 173 dans l'industrie

255 240 dans le commerce

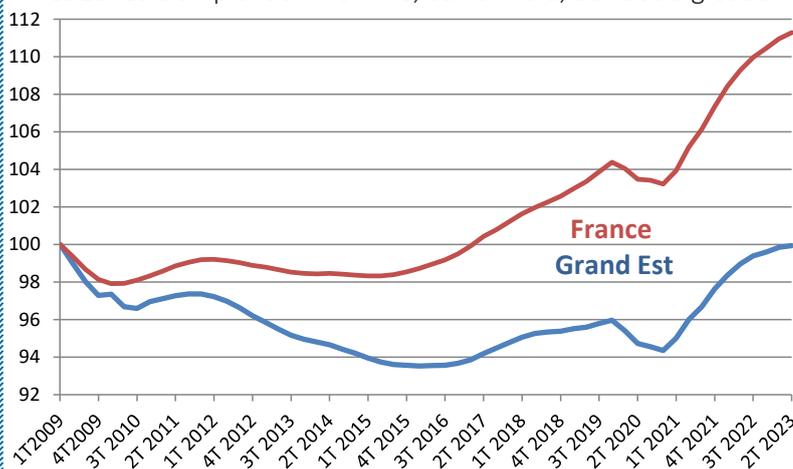
112 038 dans la construction

209 910 offres d'emploi diffusées par Pôle Emploi au 3^{ème} trimestre 2023 dans le Grand Est (dont 83 178 enregistrées directement par Pôle Emploi)

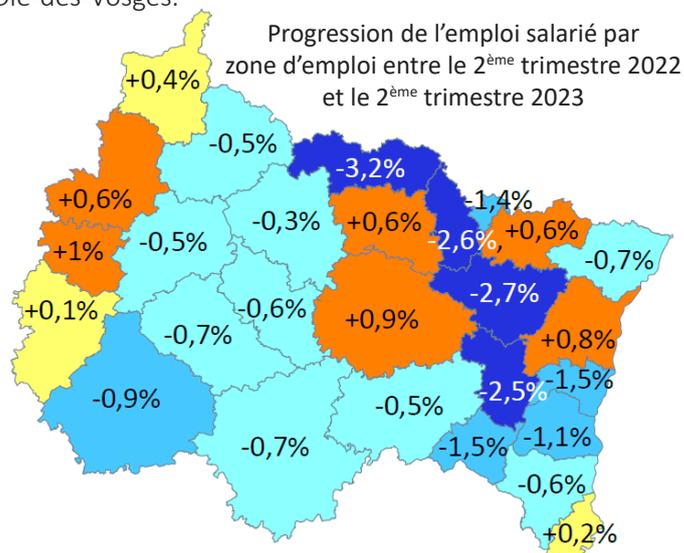
10 - EMPLOI SALARIÉ DU SECTEUR PRIVÉ - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023

SOURCE : ACOSS - URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

L'emploi progresse en France, ce qui n'est plus le cas en région. Le marché du travail a connu une reprise très soutenue dès 2021, lui permettant de retrouver rapidement son niveau d'avant-crise Covid-19, en région comme en France. Fin 2022, on compte près de 20,4 millions d'emplois salariés privés en France, 240 000 de plus sur une année, soit une progression de 1,2% sur un an (contre 3,2% les 4 trimestres précédents). La progression annuelle est bien plus ténue dans le Grand Est, avec seulement +0,3% (+1,3% l'exercice précédent), et à mettre au crédit de l'apprentissage, désormais comptabilisé dans ces chiffres. A l'échelle infra-régionale, si 26 des 27 zones d'emploi recensaient une augmentation des effectifs salariés sur un an au 2^{ème} trimestre 2022, elles ne sont plus que 9 au 2^{ème} trimestre 2023 (l'ouest et le nord champardenais, Metz, Nancy, Sarreguemines, Strasbourg et Saint-Louis). A contrario, des reculs importants (jusqu'à -3,2%) sont enregistrés dans les zones d'emploi de Thionville, Saint-Avold, Sarrebourg et Saint-Dié-des-Vosges.



Evolution de l'emploi salarié du secteur privé*
Base 100 au 2^{ème} trimestre 2011, moyenne sur 4 trimestres glissants
*tout type de contrat confondu et emploi à temps partiel compris

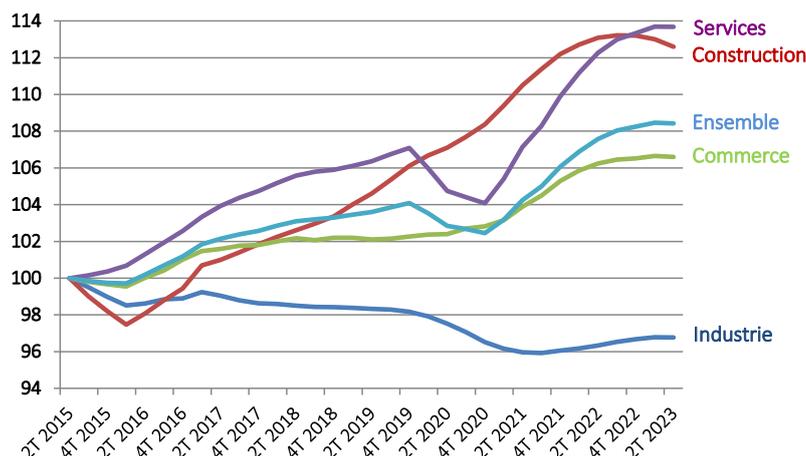


11 - EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITE - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023

SOURCE : URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES (VALEUR ABSOLUE SANS CORRECTION SAISONNIÈRE)

Des pertes d'emploi dans l'ensemble des secteurs. Après deux années fortement créatrices d'emploi (+ 50 000 emplois), la tendance s'inverse ces derniers trimestres, puisqu'on compte 2 570 emplois de moins sur un an (hors apprentissage).

- **Services** : - 255 emplois sur un an. La baisse est minime, après une augmentation de 30 000 postes l'année précédente. L'emploi demeure dynamique dans l'hébergement-restauration et dans l'information-communication.
- **Construction** : -1,4% soit 1 764 destructions de postes en une année. Après une forte croissance depuis 2017, puis un tassement à partir de 2021, on assiste à une contraction des effectifs depuis un an.
- **Commerce** : -0,2% soit - 444 postes ; ce secteur ne crée plus d'emploi depuis 5 trimestres.
- **Industrie** : - 107 emplois sur un an. L'érosion de l'emploi industriel s'est stoppée fin 2021, avant de progresser d'environ 1000 postes, une embellie de courte durée puisque l'effectif s'affiche de nouveau légèrement à la baisse.



Evolution de l'emploi salarié dans le secteur privé

Indice 100 au 1^{ère} trimestre 2015, moyenne sur 4 trimestres glissants

	Nombre d'emplois au 2 ^{ème} trimestre 2023	Evolution sur un an	
		en nombre	en %
Industrie	299 173	-107	0,0%
Construction	122 038	-1 764	-1,4%
Commerce	255 240	-444	-0,2%
Services	788 277	-255	0,0%
Total	1 464 728	-2 570	-0,2%

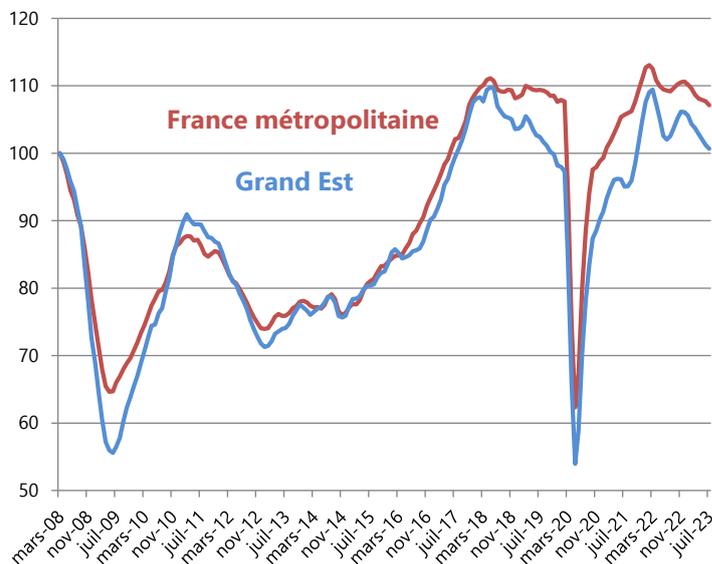
Remarque : les données présentées dans ce tableau ne sont pas corrigées des variations saisonnières

12 - TRAVAIL INTÉrimAIRE - JUILLET 2023

SOURCE : DARES & DREETS // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (CVS)

Fléchissement de l'emploi intérimaire. Après avoir chuté à 29 000 en avril 2020, le nombre d'intérimaires a fortement rebondi, pour atteindre en janvier 2022 un pic à 72 473 intérimaires, plus haut niveau enregistré depuis 2017 (record historique). Depuis, à l'exception d'un sursaut fin 2022, leur nombre tend à baisser et ils sont 65 976 en juillet 2023. Sur un trimestre, seules la Moselle et la Haute-Marne affichent une progression des effectifs. Les 8 autres départements sont à la baisse, les plus marquantes étant enregistrées dans les Ardennes (-11,6%) et l'Aube (-9,4%). Sur un an, l'intérim recule de 1,8% dans le Grand Est et de 2,9% en France. Il est à noter que l'emploi intérimaire se contracte dans le secteur tertiaire et le commerce, mais tend à résister dans l'industrie et dans la construction.

	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an
Ardennes	-11,6%	-1,2%
Aube	-9,4%	-11,5%
Bas-Rhin	-3,0%	-1,8%
Haute-Marne	2,7%	0,6%
Haut-Rhin	-3,7%	-2,7%
Marne	-0,2%	6,5%
Meurthe-et-Moselle	-0,8%	5,4%
Meuse	-1,2%	-9,6%
Moselle	4,3%	-6,1%
Vosges	-3,0%	-2,0%
Grand Est	-1,7%	-1,8%
France	-1,6%	-2,9%



Evolution de l'emploi intérimaire

Moyenne sur 3 mois glissants, base 100 en mars 2008

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

Au 3^{ème} trimestre 2023

410 110 demandeurs d'emploi de catégorie ABC*
(235 600 en catégorie A)

53 200 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans
(32 450 en catégorie A)

113 710 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
(67 710 en catégorie A)

7,1% taux de chômage dans la région (2^{ème} trimestre 2023)

*Catégorie A : personne sans emploi

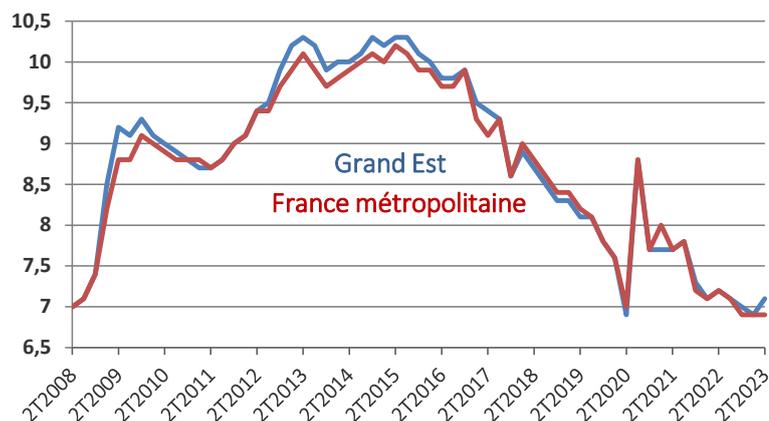
*Catégorie B : personne ayant exercé une activité de 78h maximum par mois

*Catégorie C : personne ayant exercé une activité de plus de 78h par mois

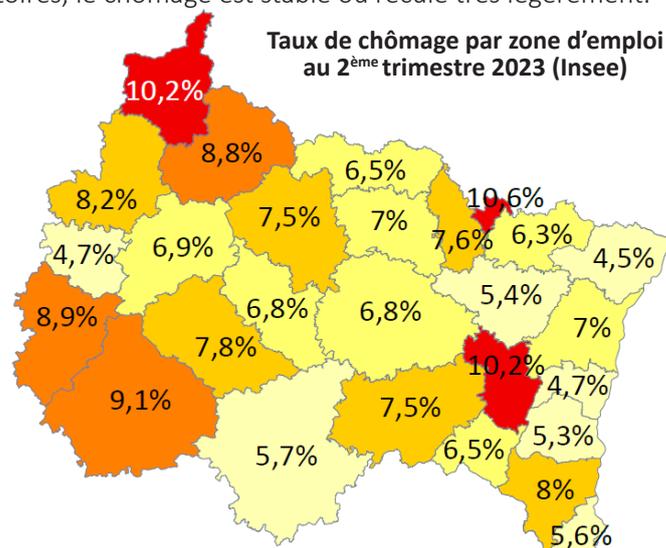
13 - TAUX DE CHÔMAGE - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Hausse du chômage. Alors qu'il dépassait les 10% en 2015, le taux de chômage dans le Grand Est était passé sous les 8% juste avant la crise Covid-19, pour ensuite remonter à 8,8% au 3^{ème} trimestre 2020. Depuis, on observait une lente baisse, passant même pour la première fois sous la barre des 7% depuis 2008 (6,9% au 1^{er} trimestre 2023). Cependant, on note au 2^{ème} trimestre 2023 une croissance de 0,2 point, la plus forte des régions, puisqu'il se stabilise à 6,9% en France métropolitaine. A l'échelle des zones d'emploi, de forts contrastes persistent : plusieurs zones d'emploi, principalement à l'est de la région, affichent un taux aux alentours de 5%, voire inférieur, tandis que certains territoires présentent des taux de l'ordre de 10% (Forbach, St-Dié-des-Vosges, Charleville-Mézières), ou de 9% dans l'Aube. Sur un an, 4 zones d'emploi voient leur taux de chômage progresser (Epinal, St-Dié, Remiremont et Chaumont) et 3 enregistrent des baisses notables (Saint-Louis, Thionville et Sarreguemines). Au sein des autres territoires, le chômage est stable ou recule très légèrement.



Taux de chômage en région Grand Est et en France métropolitaine

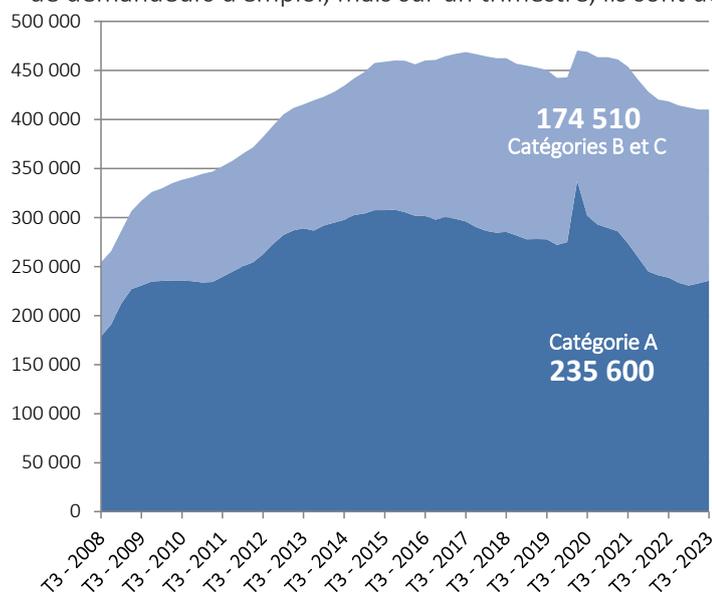


Taux de chômage par zone d'emploi au 2^{ème} trimestre 2023 (Insee)

14 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C) - 3^{ER} TRIMESTRE 2023

SOURCE : PÔLE EMPLOI // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Une légère baisse, à mettre au crédit des demandeurs d'emploi en activité réduite. Depuis le pic du 2^{ème} trimestre 2020, avec 470 000 inscrits à Pôle Emploi en catégorie ABC en région, l'effectif baisse invariablement. On assiste cependant à un ralentissement, avec 4 000 demandeurs d'emploi de moins depuis le début de l'année 2023 (seulement 40 de moins au 3^{ème} trimestre). Tout laisse à penser que la baisse enregistrée en 2023 sera plus faible que celle de 2022 (-5%). Avec 410 110 personnes, il s'agit tout de même du plus « petit » effectif depuis 10 ans. Depuis le début de l'année, on constate que ce sont désormais les demandeurs en catégorie B et C (activité réduite) qui sont à la baisse, ceux en catégorie A (sans activité) étant 5 000 de plus sur un semestre. Sur un an, tous les départements du Grand Est présentent encore un recul du nombre de demandeurs d'emploi, mais sur un trimestre, ils sont désormais 3 à la hausse (Bas-Rhin, Haut-Rhin et M&M).



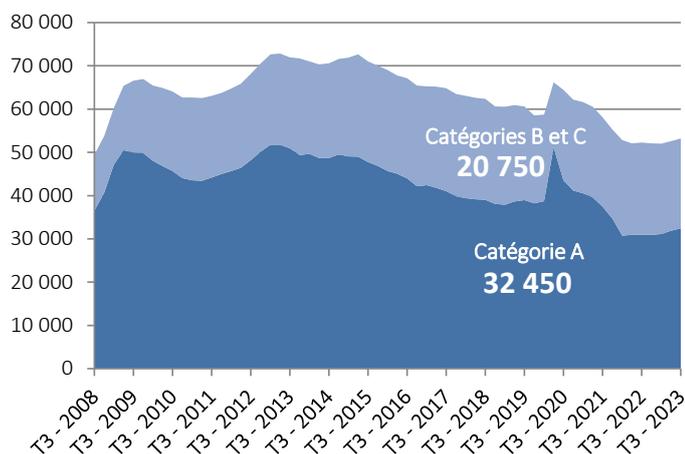
Catégorie A, B et C	Evolution sur un trimestre		Evolution sur un an	
	Evolution	Indicateur	Evolution	Indicateur
Ardennes	-0,4%	■	-1,2%	■
Aube	-0,8%	■	-4,1%	■
Bas-Rhin	0,3%	■	-1,4%	■
Haute-Marne	-0,4%	■	-3,6%	■
Haut-Rhin	0,9%	■	-0,8%	■
Marne	-0,1%	■	-0,9%	■
Meurthe-et-Moselle	0,5%	■	-2,2%	■
Meuse	-0,3%	■	-2,3%	■
Moselle	-0,3%	■	-3,4%	■
Vosges	-1,3%	■	-2,0%	■
Grand Est	0,0%	■	-2,0%	■
dont hommes	0,1%	■	-1,4%	■
dont femmes	-0,1%	■	-2,6%	■
France métropolitaine	0,2%	■	-1,5%	■

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en région Grand Est

15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2023

SOURCE : PÔLE EMPLOI // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Inversion de tendance pour les moins de 25 ans. Fortement impactés par la crise Covid-19, les jeunes sont aussi ceux qui ont le mieux rebondi, le nombre de demandeurs d'emploi rejoignant ainsi début 2022 son niveau le plus bas depuis 2008. Un plancher semble avoir été atteint à 52 000, puisque l'effectif, stabilisé pendant un an, a progressé d'un peu plus de 1000 demandeurs d'emploi sur le dernier semestre. Seuls 2 des 10 départements du Grand Est présentent encore un repli du nombre de jeunes demandeurs d'emploi sur un an (la Meuse et l'Aube). A l'inverse, les Ardennes affichent la plus forte augmentation des départements, avec +5,6%. Sur l'ensemble de la région, on constate une progression de 1,8%, un peu plus élevée que dans l'Hexagone (1,4%). On note des disparités entre les hommes et les femmes : à l'échelle régionale, sur un an, le nombre de jeunes demandeuses d'emploi a augmenté de 0,7%, une croissance quatre fois plus faible que celle recensée chez les jeunes hommes (+2,8%).



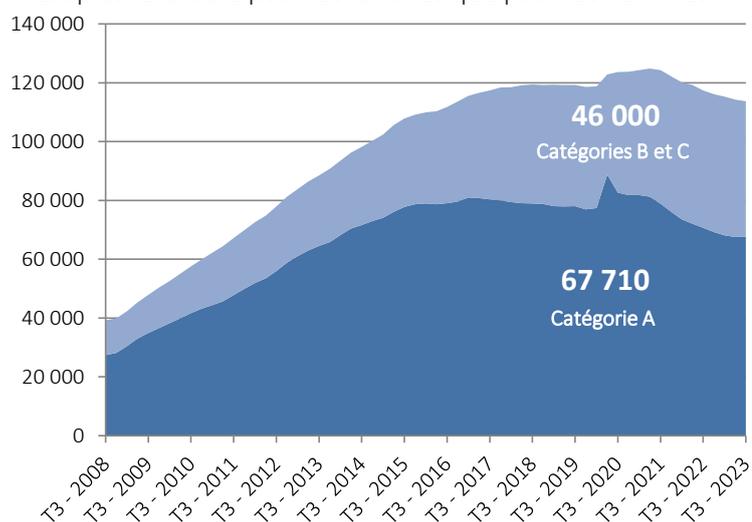
Catégories A,B et C	Evolution sur un trimestre		Evolution sur un an	
	Evolution	Indicateur	Evolution	Indicateur
Ardennes	0,6%	■	5,6%	■
Aube	0,8%	■	-1,6%	■
Bas-Rhin	2,8%	■	2,6%	■
Haute-Marne	1,2%	■	4,2%	■
Haut-Rhin	2,7%	■	2,0%	■
Marne	0,7%	■	2,8%	■
Meurthe-et-Moselle	2,3%	■	1,8%	■
Meuse	-1,7%	■	-1,7%	■
Moselle	0,1%	■	0,8%	■
Vosges	-2,0%	■	1,6%	■
Grand Est	1,2%	■	1,8%	■
dont hommes	1,1%	■	2,8%	■
dont femmes	1,2%	■	0,7%	■
France métropolitaine	1,4%	■	1,4%	■

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est

16 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2023

SOURCE : PÔLE EMPLOI // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

La décroissance se confirme. L'embellie constatée sur le marché du travail après la crise Covid n'a dans un premier temps pas profité aux plus de 50 ans : un niveau historique avait même été atteint au 2^{ème} trimestre 2021, avec quasiment 125 000 demandeurs d'emploi dans le Grand Est. Cependant, on assiste depuis près de 2 ans à une réduction de l'effectif, avec 10 600 personnes de moins. Au 3^{ème} trimestre 2023, on comptabilise 113 710 demandeurs de plus de 50 ans en catégories A, B et C (-3,2% sur un an, contre -2,5% au niveau national). Tous les départements s'affichent à la baisse sur l'année, à des degrés divers, allant de -0,7% dans la Marne à -4,9% dans les Vosges ou -4,7% en Moselle. Sur un trimestre, à l'exception de l'Aube, les reculs sont plus modérés. Comme pour les demandeurs d'emploi de - de 25 ans, on note que la dynamique est plus favorable pour les femmes que pour les hommes.



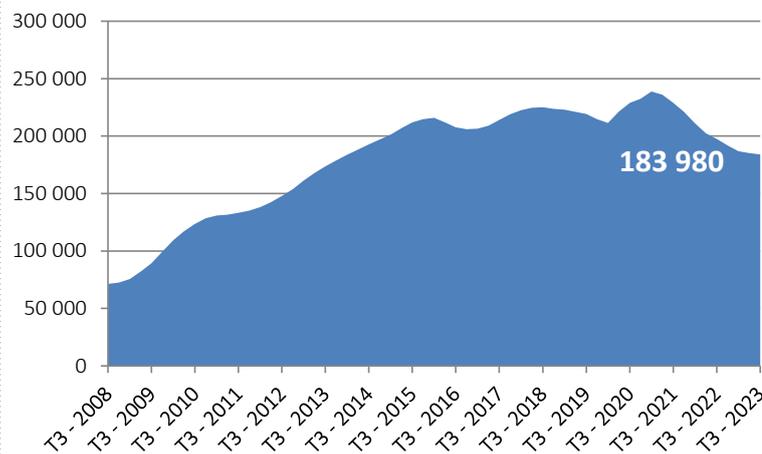
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en région Grand Est

Catégories A, B et C	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an
Ardennes	-0,8%	-1,8%
Aube	-1,8%	-3,4%
Bas-Rhin	-0,2%	-2,8%
Haute-Marne	0,3%	-4,1%
Haut-Rhin	-0,5%	-2,5%
Marne	0,0%	-0,7%
Meurthe-et-Moselle	-0,3%	-3,5%
Meuse	0,3%	-2,1%
Moselle	-0,9%	-4,7%
Vosges	-0,9%	-4,9%
Grand Est	-0,5%	-3,2%
<i>dont hommes</i>	<i>-0,4%</i>	<i>-2,9%</i>
<i>dont femmes</i>	<i>-0,6%</i>	<i>-3,5%</i>
France métropolitaine	-0,3%	-2,5%

17 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2023

SOURCE : PÔLE EMPLOI // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

La décreue se poursuit à un rythme moindre. Après le pic atteint début 2021 à presque 239 000 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an, on assiste depuis à une forte contraction de la demande d'emploi longue durée (LD). Au 1^{er} trimestre 2023, elle concerne encore 183 980 personnes, soit 44,9% des demandeurs d'emploi (contre 51,5% début 2021). Il s'agit de l'effectif le plus « bas » depuis 2014. Toutefois, la baisse est moins marquée ces derniers trimestres (6,8% sur un an contre 11,4% précédemment), même si les tendances régionales demeurent plus favorables que les nationales. Tous les départements sont marqués par cette embellie, avec des reculs annuels sur un an s'échelonnant de 3,8% dans la Marne à 10,7% dans l'Aube. Sur un trimestre, les replis sont très modérés, et deux départements présentent même de sensibles hausses (Marne et M&M). En 2008, à titre de comparaison, on comptait seulement 70 000 demandeurs d'emploi LD dans la région (26% des demandeurs d'emploi).



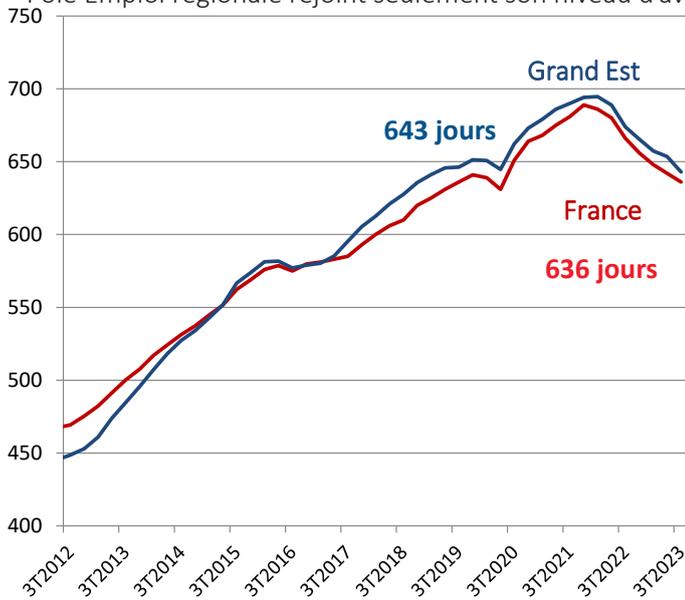
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an

Catégories A, B et C	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an
Ardennes	-3,2%	-6,9%
Aube	-2,3%	-10,7%
Bas-Rhin	-0,4%	-5,8%
Haute-Marne	-0,6%	-7,7%
Haut-Rhin	-0,1%	-8,0%
Marne	0,5%	-3,8%
Meurthe-et-Moselle	0,5%	-6,7%
Meuse	-0,9%	-6,7%
Moselle	-1,5%	-7,6%
Vosges	-0,8%	-5,6%
Grand Est	-0,7%	-6,8%
France métropolitaine	-0,3%	-6,4%

18 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2023

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DARES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

En baisse depuis un an et demi. Alors qu'elle augmentait quasiment continuellement depuis 2012, l'ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi dans le Grand Est (catégories ABC) a connu une inversion de tendance début 2022. En effet, au 3^{ème} trimestre 2023, l'ancienneté moyenne en région recule de 31 jours sur un an, tout comme en France (30 jours). Elle est désormais de 643 jours, soit près d'un an et neuf mois (contre 636 jours en France). Les améliorations les plus notables sont à mettre au crédit des Ardennes (-43 jours) et de la Meurthe-et-Moselle (-38 j), tandis que la Marne dispose d'un repli plus modéré (-20 j). Si ces évolutions demeurent très favorables, il faut signaler que l'ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi régionale rejoint seulement son niveau d'avant-crise Covid-19.



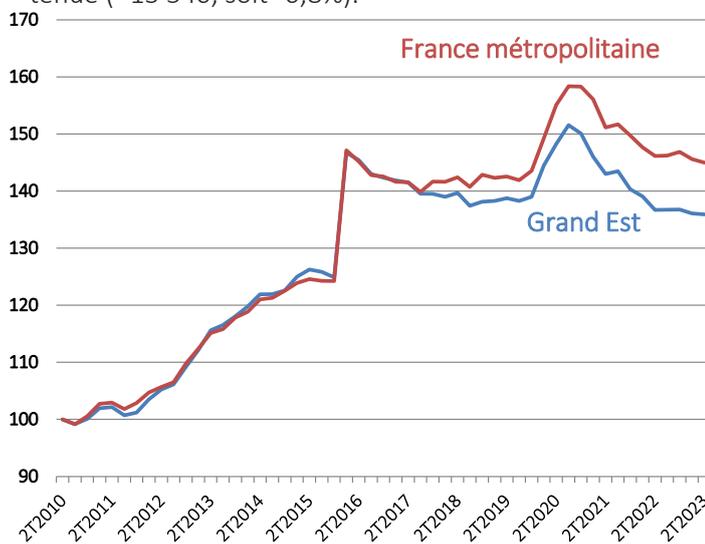
Ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi des demandeurs d'emploi (en jours, catégories A, B et C)

	Evolution sur un an, en nombre de jours	Ancienneté moyenne, en jours
Ardennes	-43	713
Aube	-32	660
Marne	-20	654
Haute-Marne	-28	638
Meurthe-et-Moselle	-38	666
Meuse	-35	666
Moselle	-27	622
Bas-Rhin	-28	626
Haut-Rhin	-35	594
Vosges	-34	709
Grand Est	-31	643
France	-30	636

19 - REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023

SOURCE : CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Léger recul du nombre d'allocataires RSA. Après un pic fin 2020 à près de 155 000 allocataires, précédant une décreu importante (-15 000 en deux ans et demi), leur nombre diminue encore un peu sur un an, avec 810 allocataires de moins (-0,6%). Avec 138 480 bénéficiaires, c'est le plus faible effectif depuis le changement des règles de calcul en 2016. Seuls les deux départements alsaciens affichent une augmentation du nombre d'allocataires RSA (+0,7% et +0,4%). A l'inverse, sur un an, la Meuse et les Ardennes présentent respectivement un recul de 3,6% et 1,8%. On compte 1 664 090 allocataires RSA en France métropolitaine, soit 150 000 de moins que fin 2020. Sur les quatre derniers trimestres, la baisse est également tenue (-13 540, soit -0,8%).



Base 100 au premier trimestre 2010 Nb : au 1er janvier 2016 les règles de calcul du nombre d'allocataires ont changé d'où la rupture de la courbe

Evolution du nombre d'allocataires du RSA

	Evolution du nombre d'allocataires sur un an	Nombre d'allocataires au 2 ^{ème} trimestre 2023
Ardennes	-1,8%	9 260
Aube	0,0%	9 390
Bas-Rhin	0,4%	25 940
Haute-Marne	-1,7%	4 120
Haut-Rhin	0,7%	15 320
Marne	-1,7%	14 610
Meurthe-et-Moselle	-1,1%	20 840
Meuse	-3,6%	4 530
Moselle	-0,3%	24 420
Vosges	-0,5%	10 050
Grand Est	-0,6%	138 480
France métropolitaine	-0,8%	1 664 090

4. TRANSFRONTALIER

Au 2^{ème} trimestre 2023

212 223 travailleurs frontaliers

122 883 au Luxembourg

40 105 en Allemagne*

40 041 en Suisse

8 239 en Belgique**

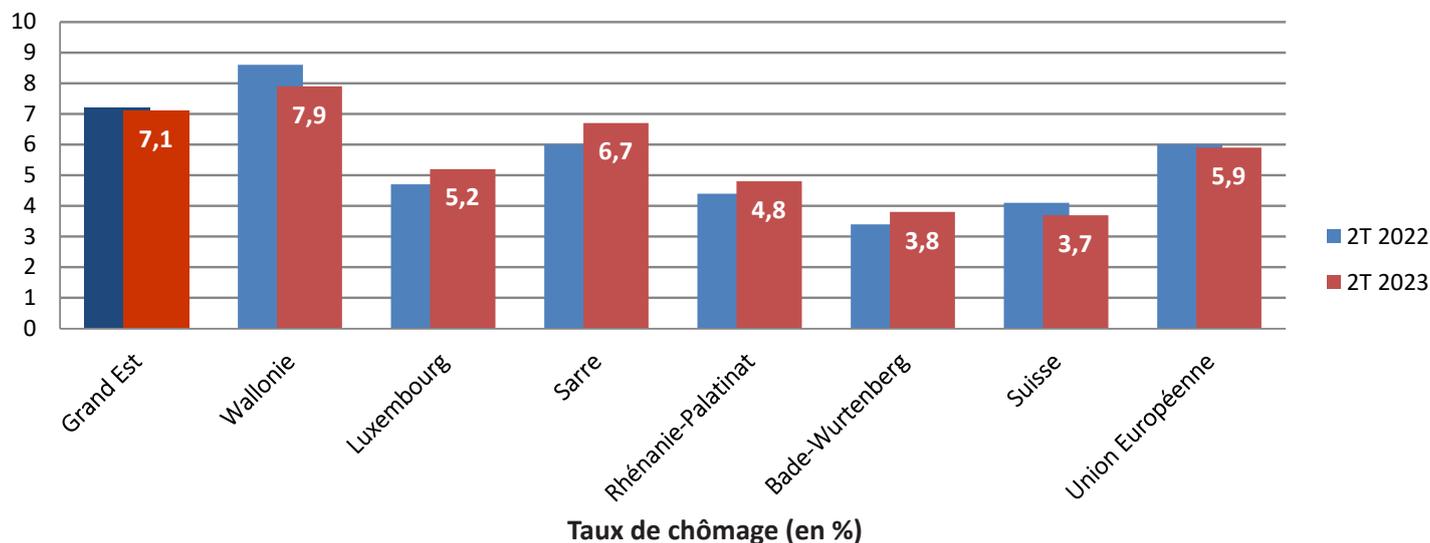
* Données 2^{ème} trimestre 2021

** Données non actualisées depuis 2020

20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023

SOURCES : INSEE (FRANCE), MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE (BELGIQUE), STATEC (LUXEMBOURG), BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT (ALLEMAGNE), OFS (SUISSE), EUROSTAT (UE) // TYPE DE DONNÉES : BRUTES ET CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Le chômage à la hausse au Luxembourg et en Allemagne. En 2020, les taux de chômage avaient progressé dans l'ensemble de l'espace transfrontalier, avant de se rétracter à partir de 2021, à la faveur du redressement des activités économiques. En 2022, ils se sont stabilisés. Sur un an, on observe dorénavant des croissances conséquentes du chômage au Luxembourg (+0,5 point) et dans les Länder allemands (de +0,4 à +0,7 point), notamment sur le premier semestre 2023. A l'inverse, le taux de chômage wallon recule de 0,7 point sur la période, même s'il demeure le plus élevé de l'environnement transfrontalier, avec 7,9%. La dynamique est aussi positive en Suisse (-0,4 point), qui affiche désormais le plus faible taux de chômage des 7 territoires, avec 3,7%. Sur un an, le Grand Est voit son taux de chômage stagner (7,1%), tout en restant toujours plus élevé que celui de l'Union Européenne (5,9%).



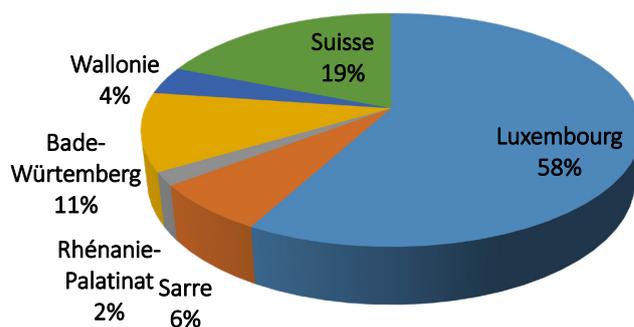
21 - FRONTALIERS DE LA RÉGION GRAND EST - 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023

SOURCE : STATEC – INSEE – OIE - IBA - OFS - BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT

En un an, 4 500 frontaliers de plus au Luxembourg et 1 000 en Suisse. A la faveur d'une forte reprise de l'emploi transfrontalier après la crise Covid-19, la barre des 200 000 travailleurs frontaliers dans le Grand Est a été franchie fin 2021 et des 210 000 seulement un an plus tard. Si la dynamique est un peu moins forte ces derniers trimestres, on compte tout de même 4500 frontaliers de plus sur un an en direction du Luxembourg (+4%) et 1 000 vers la Suisse (+2,5%). Le palier des 150 000 frontaliers français travaillant au Luxembourg, projeté pour 2035, sera à ce rythme atteint plus tôt que prévu, puisqu'on comptabilise déjà presque 123 000 navetteurs au Luxembourg (ils étaient moitié moins en 2006). 40 105 habitants du Grand Est travaillent en Suisse. Pour ce qui concerne l'Allemagne, ils seraient 40 996 répartis sur 3 Länder (les derniers éléments consolidés datent de 2021). Pour rappel, ils étaient 60 000 en 2000. Enfin, la Belgique comptait 8 239 travailleurs frontaliers résidant dans la région en 2020, chiffres en stabilisation.

	Nombre de frontaliers au 2 ^{ème} trimestre 2023	Evolution sur un an	Evolution annuelle moyenne ces 10 dernières années
Luxembourg	122 883	+4%	+4,5%
Suisse	40 105	+2,5%	+1,9%
Allemagne*	40 996		
Belgique**	8 239		

(*) Données 2^{ème} trimestre 2021
 (**) Données non actualisées depuis 2020



Destination des travailleurs frontaliers de la région Grand Est

Réalisation : Groupe de Travail Spécialisé Conjoncture
 du CESER Grand Est (22 membres)

Président : Jean-Paul NOLLET
 Vice-Président : Pascal LOUIS
 Rapporteuse : Alexandra PINATON

Chargé de mission : Nicolas BRIZION

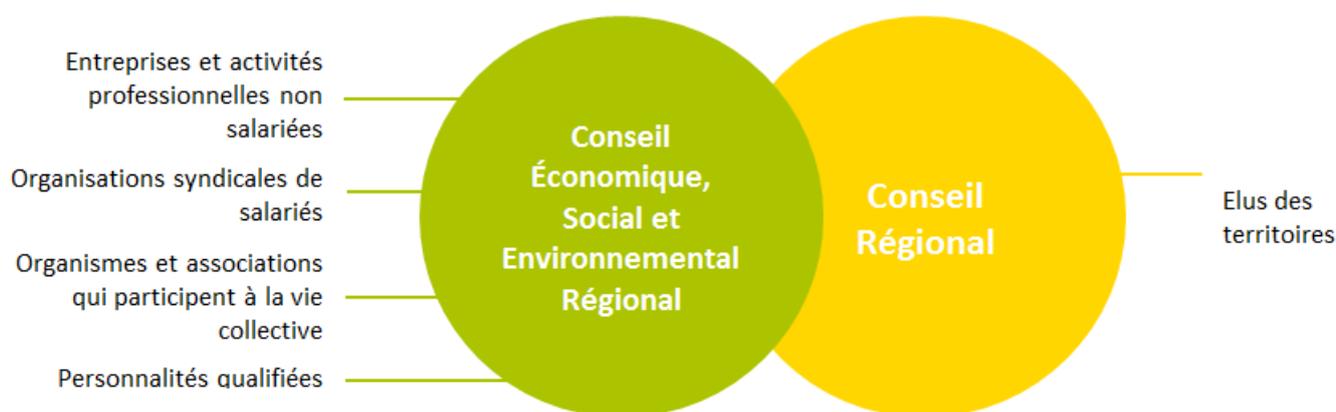
Le CESER est une assemblée consultative, porte-voix de la société civile organisée, dont les fonctions sont autant de mettre à jour et de relayer les débats en cours dans l'espace régional que d'être un agitateur d'idées, un laboratoire pour la valorisation de la démocratie participative. Il est donc d'autant plus utile dans une période de grave désaffection citoyenne à l'égard du monde politique et de la chose publique en général.

Les membres qui composent l'Assemblée du CESER sont issus de divers horizons de la société civile organisée parmi lesquels des responsables d'entreprises, syndicalistes, responsables associatifs, agriculteurs, artisans, universitaires, responsables culturels, représentants des professions libérales ou encore défenseurs de l'environnement...

Ils débattent ensemble de l'avenir de leur région de manière constructive et en dehors de toute prise de position partisane. Le CESER est l'une des rares assemblées où, par exemple, patronat et syndicats, ou encore agriculteurs et environnementalistes se réunissent afin de réfléchir sereinement aux enjeux stratégiques régionaux.

Le CESER détient une mission centrale : donner aux élus régionaux l'éclairage de la société civile organisée sur toutes les affaires pouvant concerner la région.

LE CESER, SECONDE ASSEMBLÉE RÉGIONALE



Retrouvez toutes les infos du CESER Grand Est sur internet : www.ceser-grandest.fr

Suivez-nous

sur les réseaux sociaux pour ne rien manquer de nos actualités :

 @cesergrandest

 @ceserge

Site de Châlons-en-Champagne

5, rue de Jéricho - CS70441 - 51037 Châlons-en-Champagne Cedex
Tél : 03 26 70 31 79

Site de Metz

1 Place Gabriel Hocquard - CS 81004 - 57036 Metz Cedex 01
Tél : 03 87 33 60 26

Site de Strasbourg

1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 Strasbourg Cedex
Tél : 03 88 15 68 00

CESER
ALSACE
CHAMPAGNE-ARDENNE
LORRAINE **Grand Est**